

***Le meilleur***

***de l'actualité***

**2019-2020**

Sous la direction de Matthieu Alfré

L. Antonicelli, F. Bernard, K. Besozzi, P. Bonnaud,  
I. Chapellière, V. Giuliani, F. Lafargue, K. LeCoutre,  
N. Lothon, T. Scaramuzza

**DUNOD**

Cet ouvrage étant parti en impression le 29 novembre 2019,  
les actualités de fin novembre et du mois de décembre 2019 n'y sont pas présentes.

Couverture et maquette intérieure : Studio Dunod

Mise en page : Belle Page

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2019

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff  
[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN 978-2-10-080667-6

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Avant-propos

« Au secours, Matthieu, qu'est-ce que je dois retenir de l'actualité pour mes concours ? ». Cette question simple m'est adressée chaque année avec un ton teinté d'angoisse. Chaque étudiant se soucie de mettre à jour sa compréhension du monde à l'approche des épreuves. Je ne peux que donner raison à leur sérieux compte tenu de l'ampleur de la tâche qui leur incombe. Abondante, profonde et complexe, l'actualité du monde fait encore trop souvent l'objet de traitements qui oscillent entre l'anecdotique et l'alambiqué. Dans ces circonstances, toute l'équipe du *Meilleur de l'actualité 2019-2020* continue de valoriser les points forts de l'ouvrage :

- La multiplicité des sources : nous réalisons la synthèse des meilleurs articles de la presse française et internationale tout en approfondissant nos réflexions avec les rapports de grandes institutions et de brillants intellectuels.
- La diversité des thèmes : nous couvrons exclusivement les principaux événements et personnalités de l'actualité qui ont un impact sur le cours du monde.
- Le format des fiches : nous calibrons avec efficacité le contenu des fiches pour faire ressortir à chaque fois le contexte, les illustrations et les enjeux.
- Le style de rédaction : notre équipe est formée d'auteurs qualifiés pour restituer un contenu qui soit directement intelligible et exploitable par tous.

Sous ma direction, nous avons aussi fait le choix de pérenniser les innovations pour satisfaire les besoins des étudiants comme du grand public avec :

- L'insertion de questions à choix multiples (QCM) : elle autorise une révision progressive et raisonnée pour transformer les informations en un savoir.
- La diffusion des compléments en ligne : elle s'échelonne de janvier 2020 à avril 2020 pour rester au plus près de l'actualité des concours et examens.
- La mise en valeur d'un cahier quadricolore : il favorise la visualisation des informations importantes pour comprendre les faits marquants de l'année.

J'espère que vous trouverez que cette nouvelle version correspond au plus près à votre désir de comprendre le monde. Comme le disait naguère le philosophe Hegel dans ses *Notes et fragments d'Éléna (1803-1806)*, « la lecture du journal, le matin au lever, est une sorte de prière du matin réaliste ». Quant à moi, je vous invite à faire du *Meilleur de l'actualité 2019-2020* votre principal ouvrage de prière matinale en vue des épreuves à venir...

Matthieu Alfré

# Table des matières

Actualité



Personnalité








Débat

## GÉOPOLITIQUE ET AFFAIRES INTERNATIONALES










Royaume-Uni : dans les affres du Brexit _____	4
Chine : les tentations totalitaires de Xi Jinping _____	8
Rébellion à Hong Kong : une autonomie menacée ? _____	12
États-Unis et Chine : vers un piège de Thucydide ? _____	16
États-Unis : Trump peut-il encore gagner en 2020 ? _____	20
Iran : le spectre de la guerre à Ormuz _____	24
Le redéploiement territorial de Daech _____	28
Algérie, Soudan : de nouveaux printemps arabes ? _____	32
Inde : la victoire de Narendra Modi _____	36
Jacinda Ardern, Première ministre et féministe _____	40
Benjamin Netanyahu, Premier ministre et nationaliste _____	42
<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>44</b>
<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>47</b>

## ÉCONOMIE ET POLITIQUE




Les évolutions du maintien de l'ordre en France _____	50
L'industrie française de l'armement : entre succès et controverse _____	54
Greta Thunberg et les nouvelles luttes climatiques : vers une prise de conscience mondiale ? _____	58
Les élections européennes : un bilan contrasté pour l'Europe _____	62
L'explosion des inégalités dans le monde _____	66







	Faut-il maintenir les taux d'intérêt bas ? _____	70
	Pour ou contre la réforme des systèmes de retraite en France ? ____	74
	Réforme de la fonction publique : modernisation ou régression ? ____	78
	Faut-il protéger les lanceurs d'alerte ? _____	82
	Ursula von der Leyen, Défense et Commission _____	86
	<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>88</b>
	<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>91</b>

## BUSINESS ET MANAGEMENT







	Doctolib et Meero : ambitieuses licornes françaises _____	94
	Les nouveaux défis des micro-entrepreneurs _____	98
	Alstom-Siemens : les grandes fusions d'entreprises en difficultés ____	102
	Le secteur des VTC : grandes révolutions en cours _____	106
	La tendance Made in France _____	110
	Le procès France Télécom-Orange : symptôme des dérives du management ? _____	114
	Exagère-t-on avec le bien-être au travail ? _____	118
	Faut-il généraliser les méthodes alternatives d'éducation ? _____	122
	Aliko Dangote, Ciment et milliards _____	126
	<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>128</b>
	<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>131</b>

## CULTURE ET SOCIÉTÉ






	L'incendie de Notre-Dame de Paris _____	134
	L'Église catholique face à ses turpitudes _____	138
	Les activistes pro-vie se font entendre _____	142



	<i>L'intégration des migrants en Europe</i> _____	146
	<i>Le regain des agressions contre les minorités en France</i> _____	150
	<i>La politique pénale de la France face aux risques sécuritaires</i> _____	154
	<i>Peut-on interdire les fake news ?</i> _____	158
	<i>Faut-il légaliser le cannabis en France ?</i> _____	162
	<i>Virginie Despentes, Prostitution et littérature</i> _____	166
	<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>168</b>
	<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>171</b>

## SCIENCES ET TECHNIQUES








	<i>L'arrivée tumultueuse de la 5G en Europe</i> _____	174
	<i>La première observation mondiale d'un trou noir</i> _____	178
	<i>Les promesses et les dangers de la biologie de synthèse</i> _____	182
	<i>L'Amazonie en flammes</i> _____	186
	<i>Faut-il développer les énergies renouvelables ?</i> _____	190
	<i>Tristan Harris, Éthique et numérique</i> _____	194
	<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>196</b>
	<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>197</b>

## SPORT ET DIVERTISSEMENT

	<i>La frénésie des séries : de GoT au Bureau des légendes</i> _____	200
	<i>Les débats virulents sur l'exposition Toutankhamon</i> _____	204
	<i>Le spectaculaire développement de l'esport dans le monde</i> _____	208
	<i>Les enjeux économiques et culturels du Marvel Cinematic Universe</i> _____	212
	<i>Le groupe de rap PNL, Musique et mystère</i> _____	216

 Franky Zapata, Sportif et entrepreneur de haut vol_____	218
 Megan Rapinoe, Footballeuse et influenceuse _____	220
<b>Testez vos connaissances</b> _____	<b>222</b>
<b>Corrigez vos réponses</b> _____	<b>223</b>

## ILS NOUS ONT QUITTÉS EN 2019

 Jacques Chirac, Le président adulé et controversé de la France ____	226
 Karl Lagerfeld, Le directeur artistique de Chanel _____	227
 Agnès Varda, La réalisatrice de la Nouvelle Vague_____	228
 Ieoh Ming Pei, L'architecte de la pyramide du Louvre _____	229
 Michel Serres, Le philosophe de l'Académie française_____	230
 Béji Caïd Essebsi, Le président ambivalent de la Tunisie_____	231
 Toni Morrison, L'autrice libératrice au Nobel de littérature_____	232

# Les auteurs

**Matthieu Alfré** est diplômé de master de HEC Paris, de Sciences Po Paris et de la Sorbonne. Dans le cadre de sa société Alma Conseils, il intervient comme formateur et consultant en géopolitique pour l'enseignement supérieur et les entreprises. Il est le créateur de la newsletter d'actualité géopolitique NeoGeopo ([www.neogeopo.com](http://www.neogeopo.com)).

**Léa Antonicelli** est diplômée de Sciences Po Paris (affaires publiques) et de Paris IV-Sorbonne (philosophie). Elle enseigne la philosophie en lycée, intervient dans l'enseignement.

**Frédéric Bernard** est étudiant à l'ESSEC et assistant-formateur en géopolitique chez MyPrepa.

**Pierre Béchon** est étudiant à HEC Paris. Il est vice-président et responsable logistique de l'association qui organise le forum de recrutement d'HEC, les Carrefours HEC.

**Kévin Besozzi** est agrégé de sciences économiques et sociales, et diplômé de l'ENS Paris-Saclay. Il est professeur de sciences sociales en khâgne B/L.

**Paul Bonnaud** est étudiant en double diplôme à HEC et au CFJ.

**Isabelle Chapellière** est professeure agrégée de sciences sociales et docteure en sciences économiques. Elle enseigne en sections internationales et en classes préparatoires ECS à Aix-en-Provence, ainsi qu'en master 2 à Sciences Po Aix.

**Vincent Giuliani** est diplômé de Sciences Po Grenoble et en droit public. Il est professeur au sein de la prépa Aurlom.

**François Lafargue** est docteur en géopolitique et docteur en science politique, François Lafargue est professeur à Paris School of Business.

**Ken LeCoutre** est diplômé de l'ESSEC. Il est directeur adjoint et enseignant de culture générale chez MyPrepa.

**Nicolas Lothon** est diplômé de l'ESSEC et de The University of Queensland (Australie). Il est directeur pédagogique chez MyPrepa.

**Thomas Scaramuzza** est normalien, diplômé de Sciences Po et de l'Université Paris Dauphine. Il a exercé plusieurs fonctions de responsable pédagogique à Sciences Po Paris.





S'épanouir, progresser, réussir

**MyPrepa est le leader numérique de la préparation aux concours et examens** du lycée aux classes prépas (HEC, X, Bac). Porté par son fondateur et directeur pédagogique Olivier Sarfati, MyPrepa propose des stages et formules d'accompagnement entièrement en ligne et en « live » dans toutes les matières. **Fort du succès de la méthode MyPrepa, l'institut ouvrira à la rentrée 2020 une nouvelle prépa HEC au coeur de Paris** portant les valeurs d'épanouissement, de progrès, de réussite et d'innovation.

Depuis plus de 20 ans, des centaines d'étudiants de toute la France suivent chaque année les cours chez MyPrepa et maximisent leurs chances de réussir leurs concours et examens. Les résultats et témoignages vidéos sont consultables sur le site [www.myprepa.fr](http://www.myprepa.fr). **En 2017, MyPrepa a innové avec le site MyPrepa News qui propose gratuitement des contenus d'actualité** et des conseils aux parents et aux étudiants pour se préparer dès le lycée aux concours HEC, écoles d'ingénieurs et Sciences Po.

**Depuis 2013, MyPrepa est associé aux Éditions Dunod pour publier Les secrets pour intégrer HEC** et Le meilleur de l'actualité qui, avec sa parution annuelle, est devenue une véritable référence pour la préparation des concours. **En 2018, MyPrepa et les Éditions Dunod vous présentent une série d'ouvrages pour chaque matière : Mathématiques (ECS, ECE), Histoire-géographie-géopolitique (HGG) et Économie, sociologie et histoire du monde contemporain (ESH)**. Ces livres vous proposent la synthèse de l'expérience de MyPrepa et une approche résolument tournée vers la réussite du concours.

**Contact, témoignages et séances à l'essai :**

[www.myprepa.fr](http://www.myprepa.fr)  
[contact@myprepa.fr](mailto:contact@myprepa.fr)

### 17 novembre 2018

Début des manifestations des Gilets jaunes (blocages de routes, de ronds-points et manifestations tous les samedis).

### 1<sup>er</sup> janvier

Jair Bolsonaro devient le président du Brésil.

### 23 janvier

Juan Guaidó (président de l'Assemblée nationale) s'autoproclame président du Venezuela en intérim, en concurrence avec le président élu, Nicolás Maduro.

### 16 février

Début des manifestations d'ampleur en Algérie pour protester contre la candidature à un 5<sup>e</sup> mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika.

### 31 mars

Premières des nombreuses manifestations à Hong Kong contre la loi d'extradition en Chine.

### 2 mars

Syrie : l'assaut final contre l'État islamique.

### 30 janvier

Venezuela : défilé à Caracas contre Nicolas Maduro.

### 2 avril

Démission d'Abdelaziz Bouteflika, Abdelkader Bensalah assure l'intérim. Les prochaines élections sont fixées au 12 décembre 2019.

### 11 avril

Soudan, le président Omar el-Béchir est renversé par l'armée à la suite d'importantes manifestations.

### 23 avril

Au moins 253 morts et plus de 500 blessées au Sri Lanka lors d'une série d'attentats revendiqués par l'État islamique.

### 15 mai

Appel de Christchurch (pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne).

## Partie 1

# GÉOPOLITIQUE ET AFFAIRES INTERNATIONALES

### 7 août

L'Inde met fin à l'autonomie du Jammu-et-Cachemire (la partie indienne du Cachemire).

### 24 septembre

Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, annonce le lancement d'une procédure d'*impeachment* à l'encontre de Donald Trump.

### 9 octobre

L'armée turque et les rebelles de l'Armée nationale syrienne lancent une opération militaire contre les Forces démocratiques syriennes dans le nord de la Syrie.

### 10 novembre

En Bolivie, Evo Morales annonce sa démission après trois semaines de crise.

# Actualité

## Royaume-Uni : dans les affres du Brexit

par Frédéric Bernard

### CONTEXTE

Après le rejet de l'accord négocié avec Bruxelles en mars et la déroute des conservateurs aux élections européennes de mai, Theresa May a été forcée de quitter le pouvoir au profit de Boris Johnson (« Bojo »), « brexiter » de la première heure. La sortie du Royaume-Uni, « ordonnée » ou non, apparaît ainsi inéluctable malgré les efforts des « *remainers* » pour saper l'action du nouveau gouvernement. Avec l'échec patent du dialogue entre les autorités britanniques et européennes depuis l'arrivée de l'ancien maire de Londres au pouvoir, c'est le « Brexit dur » qui semble aujourd'hui le plus probable, le

numéro 1 britannique ayant réaffirmé sa volonté de quitter l'UE au 31 octobre 2019. Si les négociations ont repris avec l'état-major européen, le nouvel accord pourrait être consommé rapidement. Sans retour sur le « *backstop* » (dispositif qui maintiendrait l'Irlande du Nord dans l'Union douanière en cas de « Brexit dur ») qui avait rythmé les négociations du premier round, le gouvernement britannique déclencherait un Brexit « désordonné ». Augmentation du budget alloué au « Brexit dur », préparation des milieux économiques au « choc », baisse de la livre... les affres de la sortie de l'UE n'épargnent aucun domaine au Royaume-Uni.



### FAITS MARQUANTS

## Une nouvelle fois repoussé, le Brexit doit avoir lieu le 31 janvier 2020

- Consécutivement à l'échec de la validation du traité de sortie à la Chambre des communes et à la déroute du parti conservateur aux élections européennes, Theresa May a été remplacée par Boris Johnson au 10 Downing Street (9 juillet 2019).
- Pour le gouvernement britannique, l'abandon du « *backstop* » nord-irlandais est un prérequis inéluctable pour trouver un accord avec l'UE.
- Plus de 8 véhicules sur 10 produits au Royaume-Uni sont destinés à l'export.
- Boris Johnson n'a officiellement plus de majorité à la Chambre des communes.



## ENJEUX

### **LA FIN DE L'ÉPISODE THERESA MAY : UNE TRANSITION PROGRESSIVE VERS LE GOUVERNEMENT « BOJO »**

L'arrivée de Boris Johnson au pouvoir en juillet 2019 a été le résultat du long calvaire qu'a connu le gouvernement de Theresa May depuis le début de l'année. Programmée le 29 mars 2019, la sortie du Royaume-Uni a été longuement négociée par l'équipe du Premier ministre avant l'échéance. L'accord négocié comprenait notamment le dispositif « *backstop* » (ou « filet de sécurité »), garantissant l'appartenance de l'Irlande du Nord à l'Union douanière en cas de « Brexit dur ». C'est notamment autour de cette épineuse question que les députés britanniques se sont entre-déchirés. En effet, dès le début du mois de janvier 2019, la Chambre des communes a contraint progressivement le gouvernement à ne pas accepter un brexit avec « *backstop* » ou un brexit « *no deal* ». C'est donc sans surprise que Theresa May n'a jamais pu trouver l'opportunité de faire accepter l'accord négocié. Ainsi, un compromis trouvé de haute lutte à Bruxelles a plusieurs fois été repoussé par la Chambre des communes, ce qui a conduit le gouvernement britannique dans une impasse, puisque le Parlement lui a également enlevé la possibilité de sortir sans accord.

Le camp conservateur n'est ainsi pas étranger aux échecs successifs de Theresa May à la Chambre des communes. Les profondes divisions internes entre « *Remainers* », les partisans d'un Brexit négocié et ceux d'un « Brexit dur » se sont additionnés à l'atmosphère peu amène qui régnait au Parlement. Ainsi, le « *speaker of the house* » John Bercow (équivalent du président de L'Assemblée nationale) avait évoqué une disposition législative du XVII<sup>e</sup> siècle pour faire échec à une nouvelle tentative d'approbation du texte de l'accord qui n'avait pas été modifié par le gouvernement. À ce contrepois non négligeable s'est ajoutée l'opposition d'une partie des « *Conservatives* » au Brexit, comme l'illustrent les 118 votes « contre » des représentants conservateurs lors du vote du 15 janvier (voir infographie). Ainsi, Theresa May a mené un bras de fer permanent, non seulement avec l'opposition, mais également avec son propre parti.

Dès lors, c'est un camp conservateur divisé qui fut forcé de se lancer dans une campagne européenne aussi brève qu'imprévue. Sans surprise, le parti a encaissé une défaite historique avec à peine plus de 8 % des voix. Parallèlement, le Brexit Party de Nigel Farage fait le plein avec plus de 30 % des suffrages. Dernier clou sur le cercueil du mandat de Theresa May, le Premier ministre est contraint à la démission et reste en place pour expédier les affaires courantes dans l'attente de la nomination de son remplaçant. Regonflés par la victoire du Brexit Party, les « brexiters » du parti conservateur se tournent vers Boris Johnson, personnage controversé mais seul partisan du

Brexit ayant une dimension nationale reconnue. Choisi par la base et les députés conservateurs face au ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt, Boris Johnson accède au 10 Downing Street en juillet 2019.

## ***GOUVERNEMENT JOHNSON : UNE CLASSE POLITIQUE BRITANNIQUE TOUJOURS PLUS DIVISÉE***

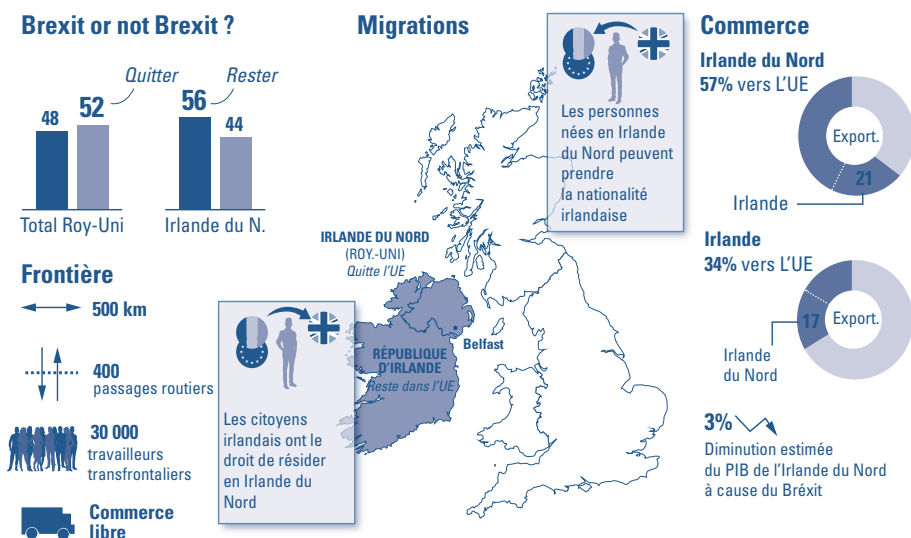
Toutefois, Boris Johnson a encore fort à faire avec les dissensions internes à son parti et plus largement avec sa majorité (tandem avec le DUP, les unionistes nord-irlandais). Alors que la pression s'accroît avec une première défaite dans une élection législative partielle le 1<sup>er</sup> août 2019, ramenant la majorité conservatrice à une voix, de nombreux représentants conservateurs et le Parlement dans son ensemble sont déterminés à lui mener la vie dure. Ainsi, dans une lettre adressée au Premier ministre le 18 août, plus de 100 parlementaires demandent la fin des vacances parlementaires afin que les députés puissent siéger sans discontinuer jusqu'au 31 octobre 2019. Avec un parti nourrissant des sentiments ambivalents à son égard, sans majorité réduite à une voix et un Parlement prêt à le chahuter, Boris Johnson fait face à une classe politique britannique très divisée sur ses projets.

L'ancien maire de Londres doit également faire face aux assauts répétés du leader travailliste Jeremy Corbyn sur sa fragile majorité. Décidé à lui contester sa place de Premier ministre, Jeremy Corbyn a ainsi envoyé une lettre à l'ensemble des responsables politiques du Royaume-Uni hostiles au Brexit (SNP écossais, LibDems, les nationalistes gallois, et plusieurs conservateurs) afin de leur demander de faire bloc face à la politique de BoJo et de le placer au 10 Downing Street « pour un temps strictement limité ». La stratégie travailliste serait alors de repousser immédiatement la date fatidique du 31 octobre 2019 afin de pouvoir faire appel à des élections anticipées avant l'organisation d'un nouveau référendum sur l'appartenance à l'UE. Si la stratégie de Boris Johnson n'exclut pas l'organisation d'élections générales à terme, le Premier ministre et son conseiller de l'ombre Dominic Cummings jouent la partie inverse : tenir coûte que coûte jusqu'au 31 octobre pour que le Brexit ait lieu sans l'accord de Westminster, puis déclencher des élections. Mis en échec, le gouvernement BoJo s'est finalement résolu au processus inverse.

## ***UNE INQUIÉTUDE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE GRANDISSANTE, AU ROYAUME-UNI COMME AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE***

Cette tension politique constante entre Londres et Bruxelles a déclenché de profondes inquiétudes dans les milieux d'affaires, aussi bien dans les îles britanniques que sur le continent. Ainsi, un rapport confidentiel révélé par le *Sunday Times* en août 2019 met en lumière les risques de pénurie d'essence, de médicaments et de nourriture au Royaume-Uni. En cause, le rétablissement des contrôles aux frontières pour les

## La frontière irlandaise, enjeu du Brexit



Source : AFP.

pois lourds, ce qui aura pour conséquence de bloquer le trafic. Il en va de même pour les exportations. En effet, plus de 8 véhicules sur 10 produits au Royaume-Uni sont destinés à l'export, ce qui a motivé plusieurs constructeurs à délocaliser leurs productions, comme l'illustre la fermeture programmée de l'usine Nissan à Sunderland.

Dans ce contexte, les dirigeants européens restent fermes aux demandes du nouveau gouvernement britannique, mais également vigilants face aux conséquences du Brexit sans accord. Ainsi, si le numéro 1 britannique a montré sa volonté de renégocier l'accord de Theresa May en rencontrant les responsables européens dès le G7 de Biarritz (24-26 août 2019), les premiers contacts avec les dirigeants européens ont rapidement tourné au dialogue de sourds. En effet, le Premier ministre a placé sa volonté d'enlever le « *Backstop* » nord-irlandais de tout nouvel accord avec l'Union. Les dirigeants européens opposent cependant une fin de non-recevoir à cette demande, le gouvernement de la République d'Irlande ne pouvant accepter un rétablissement de contrôles aux frontières « durs » avec l'Irlande du Nord. Au-delà des désaccords, les dirigeants européens se préparent progressivement à l'éventualité d'un « Brexit dur » malgré l'accord trouvé en octobre 2019. Ainsi, plus de 19 textes législatifs et 90 notices ont été adoptés afin de soutenir les secteurs économiques les plus touchés par les retombées d'une rupture sans accord avec le Royaume-Uni.

## Chine : les tentations totalitaires de Xi Jinping

par Frédéric Bernard

### CONTEXTE

Le 11 mars 2018, l'Assemblée nationale populaire abolissait la limite de deux mandats présidentiels successifs, renforçant ainsi un peu plus l'emprise institutionnelle de Xi Jinping sur son pays. Fils de l'un des cadres du parti sous la présidence de Mao Zedong, « tonton Xi » concentre aujourd'hui tous les pouvoirs de l'appareil d'État, une situation jamais vue depuis la fin de l'ère maoïste. Victime collatérale de la disgrâce de son père, Xi a gravi toutes les marches du parti, du premier secrétariat du district de Zhengding au secrétariat

général du Parti communiste chinois (PCC) en passant par le très stratégique poste de chef du parti à Shanghai. Figure de proue de la 5<sup>e</sup> génération de dirigeants communistes, il est pressenti dès 2010 pour prendre la tête de la deuxième puissance économique mondiale. Élu président de la République populaire en 2013, il lance une grande campagne anticorruption qui touche de nombreux membres du parti et des militaires de haut rang. Six ans après son accession au pouvoir, Xi Jinping est de plus en plus décrit comme « le nouvel empereur » de Chine.



### FAITS MARQUANTS

#### La lutte anticorruption de Xi Jinping concerne 72 000 militaires et 1 400 000 membres du PCC

- Depuis le 1er janvier 2019, une nouvelle application « Étudier Xi, rendre le pays plus fort » encourage les citoyens à étudier la pensée du président chinois.
- De 2018 à 2020, un système de « crédit social » à la chinoise est expérimenté. Chaque citoyen sera noté sur un total de 1 000 points.
- Un cyberspace chinois de plus en plus contrôlé depuis la création d'une agence de censure unifiée en 2014, la CAC (Cyberespace Administration of China).
- Depuis 2015, 1 à 1,5 million de Ouïghours aurait été incarcéré dans la province chinoise du Xinjiang.
- Déclenchées par un projet de loi sur l'extradition, de violentes manifestations font chanceler le pouvoir pro-Pékin à Hong Kong en juin et juillet 2019.





## ENJEUX

### ***UNE EMPRISE INSTITUTIONNELLE SANS PARTAGE : XI JINPING OU LE « PRÉSIDENT DE TOUT » (« CHAIRMAN OF EVERYTHING »)***

À partir de la fin des années 2000, Xi Jinping voit son ascension politique s'accélérer. Premier secrétaire du parti dès 2007, il est successivement nommé au comité central du PCC, au comité permanent du politburo (le bureau politique du parti) et à la présidence de l'incontournable commission militaire centrale. Cette série de nominations lui assure son élection à la tête de la République populaire dès 2013. Si son accession à la présidence l'oblige à quitter le comité permanent, aucun candidat à sa succession n'a cependant été choisi durant le XVIII<sup>e</sup> congrès (novembre 2012-mars 2013), ce qui rompt radicalement avec le mécanisme de transition institutionnel imposé par Deng Xiaoping. En effet, cette règle tacite garantissait, tous les dix ans depuis 1978, une succession ordonnée au plus haut sommet de l'État, véritable originalité dans le panorama des régimes autoritaires.

« Président de tout » en 2013 (il est alors à la tête du parti, de l'État et de la commission militaire centrale), Xi Jinping avait lancé une grande campagne anticorruption dès 2012 afin d'écartier toutes les voix discordantes et de donner une meilleure image du PCC auprès de la population chinoise. Plus de 1,4 million de « tigres et de mouches » (dirigeants haut placés comme cadres ordinaires) ont été emprisonnés, dont 4 proches de l'ancien président Hu Jintao (tous condamnés à la prison à perpétuité), 2 généraux de haut rang (l'un a disparu, l'autre s'est suicidé) et son principal concurrent politique, Bo Xilai (condamné à la prison à perpétuité). Fin 2013, Xi Jinping a ainsi les coudées franches pour accroître encore son emprise sur le parti et le pays.

Cette volonté de remettre de l'ordre et de donner une meilleure image du parti trouve sa cohérence dans la « pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère ». Consacrée dans la charte du PCC lors du XIX<sup>e</sup> congrès (octobre 2017) – un honneur que seul Mao avait eu de son vivant – cette « pensée » ou « doctrine » place le parti au cœur du système chinois (« Le Congrès affirme que le rôle dirigeant du Parti communiste chinois est l'attribut majeur du socialisme à la chinoise, et la force numéro 1 du système »). À cette réaffirmation spectaculaire du rôle du parti s'ajoute un changement constitutionnel majeur, qui confère à Xi Jinping un statut que peu de dirigeants chinois peuvent revendiquer depuis Mao : la fin de la limite de deux mandats présidentiels successifs, adoptée en mars 2018, qui rend quasiment impossible toute possibilité de changement à la tête du pays.

Ainsi, par le truchement de changements constitutionnels et de manœuvres politiques, Xi Jinping a réussi à inscrire son emprise sur les institutions chinoises dans la durée.

## Les 7 nouveaux hommes forts du régime chinois à l'issue du XIX<sup>e</sup> Congrès du PCC

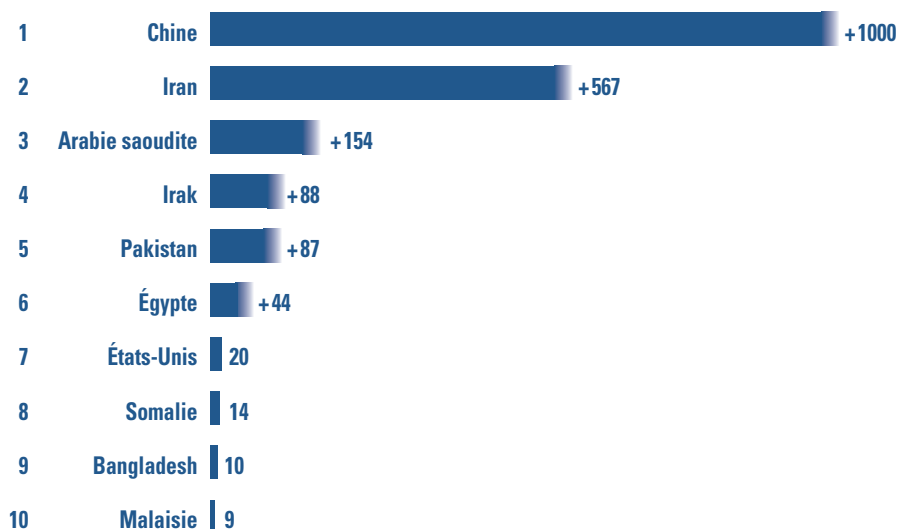


Source : [www.news.cn](http://www.news.cn).

### **CENSURE, RÉPRESSION ET PROPAGANDE D'ÉTAT 2.0**

Si l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir s'est d'abord traduite par une reprise en main des institutions politiques, les leviers traditionnels de la censure, de la propagande et du culte de la personnalité ont également pris un nouveau tournant. Cette dimension apparaît de prime abord dans la conception que Xi Jinping se fait de la communication du régime et notamment du rôle du *Quotidien du peuple*, de l'agence de presse Xinhua et du groupe CCTV, organes de propagande attitrés du PCC. Pour le n° 1 chinois, la presse officielle a vocation à « guider l'opinion publique » dans la droite ligne des directives données par le parti. Ceci constitue également une manière de s'opposer aux valeurs occidentales de la « société civile » et de la « liberté de la presse ». La propagande ne constitue cependant qu'une seule face de la médaille de l'autoritarisme à la chinoise. La censure et le culte de la personnalité sont également prépondérants pour Pékin. Bien qu'étant resté autoritaire, le régime semblait prendre la voie d'un relatif assouplissement depuis le mandat de Deng Xiaoping. L'arrestation de cinq éditeurs et libraires hongkongais spécialisés dans la littérature engagée en 2015 a montré que la Chine de Xi Jinping ne ferait aucun compromis avec les dissidences : l'un des membres du groupe s'apprêtait à faire des révélations sur une relation extraconjugale que l'actuel président aurait entretenue lorsqu'il était gouverneur du Fujian. Il est actuellement toujours incarcéré en Chine continentale.

### Les 10 pays ayant procédé au plus grand nombre d'exécutions en 2016



Source : Amnesty International.

Le durcissement de la censure et de la propagande s'appuie également grandement sur les nouvelles technologies, ce qui vaut à Xi Jinping d'être qualifié de « Grand Timonier 2.0 » par le journal *Le Monde* en juillet 2019. Les réseaux sociaux ont ainsi été vigoureusement repris en main. En janvier 2019, les nouveaux services de plusieurs géants de l'internet chinois (Baidu, Soho, Wechat) sont censurés par les autorités. Cette censure s'inscrit dans une grande campagne qui vise à éradiquer les contenus jugés « vulgaires » sur internet. Avec la mise en place du CAC (autorité de la censure sur internet) en 2014, ce sont également les internautes qui sont frappés par la censure à la chinoise. Fin juillet 2019, le « cyberdissident » Huang Qi est condamné à 12 ans de prison pour avoir dirigé un site internet rappelant les événements de la place Tiananmen en 1989. Au-delà de la censure classique sur internet, le régime semble prêt à passer le cap de l'intelligence artificielle, afin notamment de traiter les immenses bases de données des 800 millions d'internautes chinois. Ainsi, pour le politologue norvégien Stein Ringen (*The Perfect Dictatorship: China in the 21<sup>st</sup> Century*), Xi Jinping a fait de la Chine une véritable « contrôlocratie ». Les événements de l'année 2019 à Hong Kong et au Xinjiang, ainsi que la mise en place progressive d'un « crédit social » (note de « bonne conduite » attribuée à chaque individu) ne font que corroborer cette affirmation.

# Actualité

## Rébellion à Hong Kong : une autonomie menacée ?

par Frédéric Bernard

### CONTEXTE

Fin février 2019, le gouvernement de Carrie Lam, chef de l'exécutif de Hong Kong, dépose un amendement visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Cette décision déclenche immédiatement un tollé dans les associations de protection des droits de l'homme. En effet, de nombreux Hongkongais craignent alors une ingérence accrue de Pékin dans le système juridique de la région administrative spéciale. Bénéficiant d'un statut particulier consacré par la célèbre formule de Deng Xiaoping en 1997 « Un État, deux systèmes », Hong Kong s'est

progressivement politisé, défendant un modèle économique « capitaliste » et des valeurs en rupture avec le continent. Héritière du système juridique britannique qui fut la puissance occupante entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et 1997, l'archipel est en décalage avec la Chine du continent et craint les arrestations des opposants et des militants pro-démocratie, comme ce fut le cas en 2015. Dès lors, 70 ans après la création de la République populaire de Chine et 40 ans après Tiananmen, la rébellion de 2019 à Hong Kong s'inscrit résolument dans la lignée des grandes protestations populaires au sein du monde chinois.



### FAITS MARQUANTS

#### 4 septembre 2019, Carrie Law annonce le retrait officiel du projet de loi

- 31 mars 2019. 1<sup>re</sup> manifestation contre le projet de loi organisée par le Front civil des droits de l'homme.
- Début août 2019, Pékin masse 10 000 hommes de la police militaire dans la ville voisine de Shenzhen.
- La « rébellion » hongkongaise éclate au moment où les tensions commerciales entre Chine et États-Unis vont grandissantes.
- La hausse des droits de douane décidée par Donald Trump à l'encontre de la Chine ne concerne pas Hong Kong.
- En 2017, 20 % des IDE entrants à Hong Kong proviennent de la Chine continentale.